



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt six, le huit juin à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 2 juin 2026 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 30

Jérôme DUBOST, Agnès SIBILLE, Nicolas SAJOUS, Pascale GALAIS, Eric LE FEVRE, Véronique BLONDEL, Sylvain CORNETTE, Marie-José BENARD, Yannick LE COQ, Cindy LEFRANCOIS, Édith LEROUX, Isabelle CREVEL, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Thierry GOUMENT, Caroline SAMPIC, Philippe QUERNE, Jean-Pierre VOGEL, Yves LOUMON, Isabelle NOTHEAUX, Hakima BEDJAOUI, Nordine HASSINI, Virginie VANDAELE, Céline VAN PETEGHEM, Nicolas BERTIN, Aurélien LECACHEUR, Solène PETITJEAN, Jean METAYER, Léa DIEPPOIS, Gilles LEBRETON, Théo LAMBERT

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 2

Patrick DENISE donne pouvoir à Nicolas SAJOUS

Aurélia JOPEK donne pouvoir à Gilles LEBRETON

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Benoît NAOUS

Secrétaire de séance

Véronique BLONDEL

CONSEIL MUNICIPAL du 8 juin 2026

M_DL260608_092

SPORTS - AUTORISATION DE SIGNATURE DES CONVENTIONS DE MISE A DISPOSITION D'ÉQUIPEMENTS SPORTIFS AUX ASSOCIATIONS SPORTIVES - ADOPTION - AUTORISATION

Madame Caroline SAMPIC, Conseillère Municipale déléguée - Dans le cadre de sa politique d'accompagnement à la vie associative sportive communale, la Ville de Montivilliers attribue chaque année des créneaux d'occupations aux différentes associations sportives domiciliées sur son territoire. Ces installations sont des biens municipaux. Ils peuvent être dans ce cadre mis à disposition des associations sportives afin de favoriser la pratique des activités physiques et sportives sur le territoire. Ces mises à disposition sont régies par les principes de l'occupation du domaine public et sont également soumises au respect du règlement portant sur l'utilisation des installations sportives. Il est également précisé que tout groupement sportif est soumis aux obligations régies par les lois, le code du sport ainsi que les mesures sanitaires en vigueur. Dans ce cadre, la ville de Montivilliers établit avec chaque partenaire sportif (voir document en annexe), une convention d'occupation du domaine public. Ces conventions sont établies pour une durée d'un an pour les associations sollicitant des créneaux sur le temps scolaire. Il est défini comme suit : lundi, mardi, jeudi, vendredi de 8h00 à 17h00 et samedi de 8h00 à 12h15. Les autres conventions s'étalent sur une durée de 3 ans (hors temps scolaire) et à titre gracieux du fait des activités pratiquées visant l'intérêt général, conformément aux dérogations prévues depuis la loi n°2024-344 du 15 avril 2024 et son article L2125-1-2 du CGPPP.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L. 2121-29 ;

VU le Code Général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L. 2122-1, L. 2122-4 et L. 2125-1-2 ;

VU le rapport de **Mme Caroline SAMPIC**, Conseillère Municipale déléguée en charge des Pratiques sportives et de la Nature en ville ;

VU commission municipale n°1 Solidarités, Santé, Vie associative et sportive réunie le 29 mai consultée ;

CONSIDÉRANT

- Que le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques permet aux communes de délivrer à titre gratuit les autorisations d'occupation temporaire du domaine public communal sollicitées par les associations régies par la loi du 1er juillet 1901 ;

- L'intérêt de la ville de Montivilliers de mettre des équipements sportifs à disposition des associations sportives ;

Que les associations sont les suivantes :

- Poona Montivilliers Badminton Club
- Montivilliers Escrime
- Montivilliers Handball
- Compagnie des Archers du Grand Colmoulins
- Amicale Laïque de Montivilliers Basket Ball
- Amicale Laïque Montivilliers Karaté Kyokushin
- Judo Club de Montivilliers

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérécours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

- Ecole d'Arts Martiaux de Montivilliers
- Kendo Club de Montivilliers
- Aïkido Club de Montivilliers
- Association Sportive de Montivilliers Football
- Kung Fu Thieu Lam
- Association Cycliste de Montivilliers
- Groupe Montivillon de Tennis
- Gymnastique Sportive Etoile Montivilliers
- Montivilliers Tennis de Table
- VP Forme
- ASLT 76
- Les colombines majorettes
- BMX club Montivilliers
- AAPAE
- AFGA
- Nova Twirl
- Aud'World Fitness
- Association sportive du collège Belle Etoile
- Association sportive du collège Raymond Queneau
- Association sportive du collège Sainte Croix
- Association sportive du lycée Jean Prévost

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer les conventions de mise à disposition d'équipements sportifs pour les Associations suivantes :

- Poona Montivilliers Badminton Club
- Montivilliers Escrime
- Montivilliers Handball
- Compagnie des Archers du Grand Colmoulins
- Amicale Laïque de Montivilliers Basket Ball
- Amicale Laïque Montivilliers Karaté Kyokushin
- Judo Club de Montivilliers
- Ecole d'Arts Martiaux de Montivilliers
- Kendo Club de Montivilliers
- Aïkido Club de Montivilliers
- Association Sportive de Montivilliers Football
- Kung Fu Thieu Lam
- Association Cycliste de Montivilliers
- Groupe Montivillon de Tennis
- Gymnastique Sportive Etoile Montivilliers
- Montivilliers Tennis de Table
- VP Forme
- ASLT 76
- Les colombines majorettes
- BMX club Montivilliers
- AAPAE
- AFGA
- Nova Twirl
- Aud'World Fitness

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

- Association sportive du collège Belle Etoile
- Association sportive du collège Raymond Queneau
- Association sportive du collège Sainte Croix
- Association sportive du lycée Jean Prévost

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 28

Contre : 0

Ne participe pas au vote : 4

Marie-José BENARD, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Gilles LEBRETON, Aurélia JOPEK

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

